

ultimatum

numéro spécial, semaine du 27 février 2012

65 021
(EN DATE DU LUNDI 27 FÉVRIER)

LE JOURNAL DE LA COALITION LARGE DE L'ASSOCIATION POUR UNE SOLIDARITÉ SYNDICALE ÉTUDIANTE (CLASSE)

WWW.BLOQUONSLAHAUSSE.COM

MANIFESTATION NATIONALE DE DÉCLENCHEMENT LE MOUVEMENT VA DE L'AVANT!



UNE MANIFESTATION DE 15 000 PERSONNES, ORGANISÉE PAR LA CLASSE, A EU LIEU JEUDI 23 FÉVRIER DANS LES RUES DE MONTRÉAL

CAROLINE TANGUAY, ÉTUDIANTE EN SOCIOLOGIE

Le 23 février dernier, environ 47 000 étudiants et étudiantes étaient en grève générale illimitée, mouvement entrepris sur les campus universitaires et collégiaux du Québec. 25 000 personnes de plus se sont ajoutées au décompte dans le cadre d'une grève d'une journée, pour un total de 62 000 étudiants et étudiantes. Ce jour-là, environ 15 000 manifestants et manifestantes se sont fait voir et entendre dans les rues de Montréal pour contester la hausse des frais de scolarité prévue par le gouvernement. Étudiantes, étudiants, travailleurs, travailleuses et groupes communautaires étaient présents à l'occasion de cette première manifestation nationale depuis le déclenchement de la grève générale illimitée.

Les manifestants et les manifestantes se sont réunis vers 13h au Carré Philips, au centre-ville de Montréal. Ils et elles ont amorcé leur marche vers 14h en empruntant les rues Sainte-Catherine, René-Lévesque, Saint-Laurent, Sherbrooke, Saint-Denis, Cherrier et Berri. La marche s'est déroulée dans une ambiance survoltée, conjuguant des sentiments de colère et de fête, tandis que les pas se sont arrimés au rythme des slogans et des tambours.

Au cours de la marche, Jeanne Reynolds, co-porte-parole de la CLASSE, a rappelé que l'accessibilité à l'éducation est un enjeu qui dépasse la contestation étudiante particulariste : « Aujourd'hui, des centaines de citoyens et de citoyennes sont avec nous dans les rues pour faire comprendre au gouvernement Charest que l'augmentation des frais de scolarité est une attaque non seulement aux étudiants et aux étudiantes, mais à l'ensemble de la population. » Denis Létourneau, de la Fédération autonome de l'enseignement (FAE), et Marie Blais, vice-présidente de la Fédération nationale des enseignantes et des enseignants du Québec (FNEEQ-CSN), ont, quant à eux, réitérés leur appui à la cause étudiante ainsi que leurs revendications en faveur de la gratuité scolaire, de la maternelle jusqu'à l'université. Ils ont également assuré que les professeurs et les professeures respecteraient les votes de grève et ne traverseraient pas les lignes de piquetage étudiantes, contrairement à la demande de la ministre de l'Éducation.

« La marche s'est déroulée dans une ambiance survoltée, conjuguant des sentiments de colère et de fête, tandis que les pas se sont arrimés au rythme des slogans et des tambours. »

La manifestation officielle s'est terminée vers 16h aux abords de l'Université du Québec à Montréal (UQAM), après quoi les participants et les participantes ne provenant pas de la région métropolitaine sont reparti-e-s en autobus. Quelques centaines de manifestantes et de manifestants ont poursuivi leur marche vers l'est de l'île. La manifestation s'est ensuite scindée en deux contingents : l'un s'est dirigé vers les bureaux du ministère de l'Éducation (MELS), rue Fullum, et l'autre s'est rendu jusqu'à l'entrée du pont Jacques-Cartier. Malgré une tentative de la police de détourner de leur destination ceux et celles qui marchaient vers le pont, les manifestants et les manifestantes ont réussi à bloquer l'entrée du pont en pleine heure de pointe pendant une vingtaine de minutes. La Société du pont Jacques-Cartier a décidé de fermer l'entrée du pont du côté de Longueuil, du pont, empêchant littéralement les voitures d'utiliser les deux directions. Les manifestants et les manifestantes étaient regroupé-e-s pacifiquement au milieu des voies d'accès et de sortie ainsi que sur le terre-plein à proximité, tandis que les agents de la Sûreté du Québec (SQ) et du Service de police de la ville de Montréal (SPVM) devenaient de plus en plus nombreux. La tension était palpable, la résistance et l'insécurité des étudiants et des étudiantes également. L'escouade anti-émeute a par la suite été dépêchée pour repousser les contestataires à coup de matraque et de jets de poivre.

Le pont a été fermé pendant 45 minutes, ce qui a eu pour effet d'entraver la fluidité de la circulation routière pour toute la soirée et de provoquer la congestion des ponts et artères de la ville.

Après cette altercation, les manifestants et les manifestantes ont poursuivi leur marche pour rejoindre l'autre groupe, qui revenait des bureaux du MELS. Ils et elles ont déambulé entre les voitures, à sens inverse du trafic, sur la rue Sainte-Catherine. Bien que dérangé-e-s par la marche, certains et certaines automobilistes ont souligné leur appui aux étudiants et aux étudiantes par des coups de klaxon et des déclarations telles que : « Ne lâchez pas! » La manifestation spontanée s'est terminée sur le boulevard René-Lévesque. De retour au métro Berri-UQAM, les participants et les participantes ont été repoussé-e-s sur le trottoir de la rue Sainte-Catherine par les forces de l'ordre. L'événement s'est terminé dans la fête, la musique et la danse. Les manifestants et les manifestantes se sont rassemblé-e-s autour de percussionnistes pour mettre un terme à cette marche haute en émotions et en couleurs.

Déclenchement de la grève:

Lundi 27 février : Cégep de Matane, Cégep de St-Félicien, Cégep de Joliette, Cégep de Gaspésie - campus Îles-de-la-Madeleine, Cégep André-Laurendeau, Université du Québec à Rimouski, Relations industrielles cycles supérieurs UL, Relations industrielles cycles supérieurs UdeM, Communications cycles supérieurs UdeM.

Voici les associations qui ont votées et déclenchées la grève la semaine passée:

Cégep de Maisonneuve, Éducation UQAM, Sciences UQAM, Histoire UL, Théâtre UL, Études du patrimoine UL, Université de Montréal: Science des religions, Anthropologie cycles supérieurs, Bibliothéconomie, Histoire, Linguistique, Études Classiques, Sociologie, Socio-Psychologie, Histoire de l'art, Sciences politiques et philosophie, Littérature et Langues Modernes, Études cinématographiques.

MÉDIAS ET OPINION PUBLIQUE

Ne comptons que sur nos propres moyens

LUCIEN ROYAL, ÉTUDIANT EN COMMUNICATION, POLITIQUE ET SOCIÉTÉ

La couverture médiatique de la dernière manifestation nationale et du blocage du pont Jacques-Cartier qui a suivi amène beaucoup d'étudiants et d'étudiantes à remettre en question la légitimité de l'action directe, au vu du traitement médiatique que cette pratique reçoit. Remettons les choses en perspective.

Avant tout, il faut réfléchir à la place qu'occupent les actions directes dans les luttes sociales. L'avancée des mouvements sociaux - qu'ils soient étudiants, féministes, antiracistes, altermondialistes ou écologistes - est marquée par le recours aux actions directes pour faire pression sur les gouvernements et les classes dominantes. Sans les blocages d'entrées d'usines, les travailleurs et les travailleuses en seraient encore à gagner des salaires de misère. Sans les occupations de restaurants avec des sections réservées aux blancs, la ségrégation serait encore présente aux États-Unis. Ce que l'Histoire nous apprend, c'est que les luttes pour des changements sociaux importants ne peuvent pas se passer uniquement dans le calme et la sécurité. Ces luttes doivent être menées par une diversité de moyens d'action, et non uniquement par une stratégie visant à conquérir l'opinion publique.

Pour comprendre l'hostilité première des médias avec les actions directes, il faut d'abord comprendre dans quel contexte se fait le travail journalistique. Les journalistes sont habitué-e-s à couvrir des événements médiatiquement encadrés par un discours officiel et facilement synthétisables. En ce sens, ces derniers vont toujours tenter, en premier lieu, de faire référence aux propos d'un communiqué de presse, d'un ou d'une porte-parole officiel-le, au contenu d'un article précédent, portant sur le sujet dont ils souhaitent traiter. C'est souvent l'absence de ces outils – facilitant, en temps normal, le travail des journalistes - qui donne à ces derniers tout un éventail d'analyses subjectives, souvent négatives à l'égard du mouvement. Instantanément, le ou la journaliste non outillé-e à analyser une action de désobéissance civile sera plutôt enclin ou encline à partager au public les effets négatifs des actions des manifestants et des manifestantes que de tenter d'expliquer les motivations intrinsèques aux gestes qu'ils et elles posent. Il ne faut pas uniquement attribuer cette tendance à la mauvaise foi de certains et de certaines journalistes, mais bien aussi au temps de travail de plus en plus restreint qui leurs est accordé par leur patrons et leurs patronnes pour faire le suivi d'événements politiques difficiles à analyser en profondeur. De plus, les étudiants et les étudiantes sont souvent mal outillé-e-s pour communiquer adéquatement leurs revendications dans le cadre d'actions directes. Le gouvernement, quant à lui, a le beau jeu d'avoir à son service des professionnels et des professionnelles des relations publiques pour mieux salir notre image médiatique.

Ce qu'il faut, c'est comprendre que le seul facteur que nous contrôlons réellement, ce sont nos actions. Puisque nous ne possédons pas un contrôle direct sur les médias, nous ne pouvons pas bâtir une stratégie de lutte uniquement sur des moyens servant à nous doter une image médiatique positive. Ainsi, nous ne devons pas uniquement considérer la réussite de nos actes politiques sur le résumé des pages de grands journaux du lendemain matin. Cela ne veut pas dire qu'il faut pour autant délaisser l'espace médiatique, bien au contraire. Il est très important de former adéquatement les militants et les militantes qui désirent prendre parole devant les médias dans le cadre d'actions directes. L'aspect médiatique ne doit jamais être négligé dans la planification d'une action. Néanmoins, ce que nous devons faire - au-delà de ces efforts de formation et de préparation - c'est accepter que nous ne ferons pas toujours l'unanimité dans l'opinion publique, et que les médias ne travailleront pas toujours avec nous. En ce sens, nous ne devons pas chercher à adapter notre discours, nos moyens d'actions ou nos revendications politiques en fonction de ces facteurs échappant à notre contrôle. Loïn d'être anormale, cette situation est le reflet du rapport de force qui existe dans l'espace public entre notre discours et celui du gouvernement. Gardons à l'esprit qu'il existe une réalité en dehors des émissions de télévision, d'Internet et des journaux, et que c'est sur cette dernière que nous devons agir en bâtissant un rapport de force concret grâce à notre mobilisation et nos actes politiques.

MANIFESTATION NATIONALE

JEUDI 1^{ER} MARS,

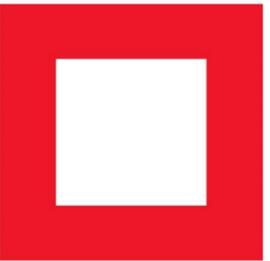
14H,

QUÉBEC,

PARC DES BRAVES



LA FACE CACHÉE DU DESIGN.
L'ÉCOLE DE LA MONTAGNE ROUGE EST UNE INITIATIVE DE JEUNES CRÉATEURS CONSCIENTISÉS. CANDIDATS AU BACCALAURÉAT EN DESIGN GRAPHIQUE DE L'UQAM. PAR SES ACTIONS, SES RÉFLEXIONS ET SES RECHERCHES GRAPHIQUES, L'ÉCOLE OFFRE UN MOYEN ALTERNATIF DE SIMPLIFIER À L'INTÉRIEUR DU MOUVEMENT DE PROTESTATION ÉTUDIANTE.
WWW.ECOLEMONTAGNEROUGE.COM



**ÉCOLE
DE LA
MONTAGNE
ROUGE**

Reprendre le contrôle de son cégep

Victoire à Saint-Laurent

MAXENCE L. VALADE, ÉTUDIANT EN SCIENCES HUMAINES.

EN COLLABORATION AVEC LE CONSEIL DE GRÈVE DU CÉGEP DE SAINT-LAURENT.

Le 17 février dernier, les étudiants et les étudiantes du Cégep de Saint-Laurent entamaient une grève générale illimitée avec un appui comptant 67% des 1980 votes comptabilisés. Le déroulement normal des cours était donc interrompu. Pour accommoder certains programmes, nous avions créé des dérogations permettant l'ouverture de tous les locaux du Cégep, ainsi que la tenue de quelques cours préalables aux stages. Le lundi 20 février, nous débrayions.

Désirant saboter l'effort de grève, l'administration imposa un lock-out sur les étudiants et étudiantes du cégep. Elle força donc la fermeture des locaux, entre autres ceux qui avaient été spécialement exemptés de levées de cours pour accommoder certains étudiants et certaines étudiantes, souvent issu-e-s de programmes techniques. La zizanie créée par la fermeture de la majorité des locaux, alors que les techniciens et les techniciennes étaient payé-e-s et présent-e-s au Cégep, aurait poussé les étudiants et les étudiantes à fustiger les grévistes. Nous avons élevé les moyens de pression dans le but de faire plier l'administration en piquetant fermement, bloquant ainsi tout accès à l'école. Nous considérons que les administrateurs et les administratrices devaient eux et elles aussi subir le “lock-out” qu'ils et elles ont imposé.

C'est pourquoi 250 étudiants et étudiantes sont arrivés à 3h30, le matin du jeudi 24 février, pour former des lignes humaines afin de bloquer l'accès aux cadres et au personnel de l'administration. Ces derniers ont gentiment décidé d'inviter la police à percer nos barrières humaines afin de rejoindre la chaleur et leurs piles de dossiers. Ne reculant devant rien, les forces de l'ordre se sont approchées et ont joué de la matriaque. Lorsque la police a vu que les étudiants et les étudiantes chantaient du Harmonium et qu'ils et elles arboraient des signes de paix, manifestant ainsi leur intention de ne pas céder, elle a reculé, la tête baissée. Une forte présence médiatique et le désir de la direction de ne pas trop salir son image nous ont tranquillement mené-e-s vers l'obtention d'une négociation sur un terrain neutre avec trois étudiants et seulement deux cadres. Ulérieurement, l'administration nous a concédé ce que nous désirions : un accès aux locaux durant la grève.

Merci à tous et à toutes qui se sont solidairement soutenu-e-s et organisé-e-s face aux patrons et aux patronnes, à la police et au froid. Cette situation montre bien que, lorsque le peuple s'unit, les dirigeants et dirigeants plient. N'oublions pas que leur seule fonction est de gérer, pas de diriger. **Vive la démocratie directe, l'autogestion participative et à bas la direction !**



QUÉBEC PHOTO: PIERRE-LUC D'AROUS

LE LUNDI 20 FÉVRIER DERNIER, DES MANIFESTANTS ET DES MANIFESTANTES ONT ENVAHI LES RUES DE MONTRÉAL À L'OCCASION D'UNE MANIFESTATION RÉGIONALE CONTRE LA HAUSSE DES FRAIS DE SCOLARITÉ. PENDANT PLUS DE TROIS HEURES, LES PARTICIPANTS ET LES PARTICIPANTES ONT ARPENTÉ LES RUES, MUNI-E-S DE PANCARTES ET DE SLOGANS, FAISANT PREUVE D'UN ENTHOUSIASME DÉBORDANT. ENVIRON 4 000 PERSONNES ONT RÉPONDU À CET APPEL DE LA CRAM, LA COALITION RÉGIONALE DE L'ASSÉ À MONTRÉAL.



CARRÉ ROUGE ET CROIX DU MONT-ROYAL, UNE HISTOIRE D'AMOUR.

LE MATIN DU LUNDI 20 FÉVRIER, LA CROIX ROUGE DU MONT-ROYAL, QUI SURMONTÉ MONTRÉAL, EST APPARUE VÊTUE D'UN IMMENSE CARRÉ ROUGE. CETTE ACTION A FAIT PARLER D'ELLE DANS LES BULLETINS MÉTÉO DU MATIN. CETTE ACTION S'ÉTAIT DÉJÀ PRODITE IORS DE LA GRÈVE ÉTUDIANTE DE 2005 ET PENDANT LA GRÈVE D'UNE JOURNÉE LE 31 MARS 2011.

Instance universitaire perturbée à l'Udem

LE 20 FÉVRIER DERNIER, 200 GRÉVISTES DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL SE SONT RASSEMBLÉ-E-S POUR UNE MANIFESTATION VISANT À SOULIGNER L'ENTRÉE EN GRÈVE DE TREIZE ASSOCIATIONS DU CAMPUS. LA MANIFESTATION S'EST RAPIDEMENT DIRIGÉE AU TROISIÈME ÉTAGE DU PAVILLON CLAIRE-MCNICOLL, OÙ SE TENAIT L'ASSEMBLÉE UNIVERSITAIRE. CETTE HAUTE INSTANCE DE L'UNIVERSITÉ, PRÉSIDIÉ PAR LE RECTEUR, RASSEMBLE LES VICE-RECTRICES ET VICE-RECTEURS, LES DOYENS ET DOYENNES, LES PROFESSEUR-E-S ET LES UNIVERSITAIRES. LES GRÉVISTES, SE BUTANT À DES PORTES CLOSÉS, ONT PERTURBÉ LES DÉLIBÉRATIONS DE L'ASSEMBLÉE EN FRAPPANT SUR LES MURS, EN CRIANT ET EN JOUANT DE LA MUSIQUE. ILS ET ELLES VOULAIENT DÉNONCER, PAR CETTE ACTION, LA POSITION DU RECTEUR GUY BRETON EN FAVEUR DE LA HAUSSE DES FRAIS DE SCOLARITÉ. APRÈS AVOIR NOMMÉ TROIS PORTE-PAROLÉS LORS D'UNE COURTE ASSEMBLÉE DE CORRIDOR, LES CONTESTATAIRES ONT TENTÉ DE PÉNÉTRER DANS L'ASSEMBLÉE POUR LA FORCER À PRENDRE POSITION CONTRE LA HAUSSE DE FRAIS. LE RECTEUR A REFUSÉ D'ACCUEILLIR LES PORTE-PAROLÉS, FORCANT LES GRÉVISTES À CONTINUER LEUR PERTURBATION. APRÈS TROIS QUARTS D'HEURE DE PERTURBATION, LES GRÉVISTES ONT RÉUSSI À FAIRE AVORTER L'ASSEMBLÉE UNIVERSITAIRE, INCAPABLE DE DÉLIBÉRER DANS CE VACARME. LES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE UNIVERSITAIRE ONT ALORS QUITTÉ LA SALLE, OBLIGÉS DE PASSER PAR UNE HAIE D'HONNEUR DE GRÉVISTES APPLAUDISSANT LEUR DÉPART.